

Brennilis : 25 ans de centrale

Il est plus facile de construire une centrale nucléaire que de la démanteler. A Brennilis, dans le Finistère, cela fait des années que ça dure. Et ce n'est pas terminé.

CAISSE À DIRE ?

Les flambées de violence de ces derniers temps ont beaucoup impressionné le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. Au point parfois de lui donner quelques visions (« Le Figaro », 21/7) : « Par exemple, nous allons systématiser la saisie des véhicules de luxe acquis avec de l'argent sale. Quand on recense 350 Ferrari en Seine-Saint-Denis, on est en droit de se poser quelques questions. »

Au dire des « experts », ce chiffre est complètement bidon. Mais les Ferrari, c'est comme les Auvergnats, quand il y en a une, ça va..., etc.

LE VENT DU POULET

Le dernier slogan publicitaire de l'éleveur de volailles Loué agace le syndicat Unité SGP police, premier syndicat de gardiens de la paix (« Libération », 23/7) : « Un bon poulet est un poulet libre ». L'affiche de cette campagne montre un policier debout et souriant ; « poulet de Loué élevé en liberté », précise une légende. A côté de lui, certains collègues sont entassés à l'arrière d'une camionnette avec la mention : « d'autres poulets ». Le secrétaire général du syndicat, Nicolas Comte, a adressé une lettre de protestation au directeur du groupe alimentaire dans laquelle il exprime le « mécontentement » de ses collègues.

Quand on se moque des poulets, la batterie est en danger.

AH, C'EST MALAIS !

Depuis la semaine dernière, les Malaisiens sont invités à ne plus porter le maillot de l'équipe de Manchester United, dont les joueurs sont surnommés les « Red Devils » (Diables rouges). Ce maillot ainsi que ceux des équipes du Brésil, du Portugal, de la Serbie, de la Norvège et du FC Barcelone sont sous le coup d'une interdiction car porteurs de la croix chrétienne ou « reliés au diable » (« Libération », 22/7). « En tant que musulmans, nous ne devrions pas révéler les symboles d'autres religions ou du diable », affirme l'imam malaisien auteur de cet avis.

Tant qu'il ne lance pas de fatwa contre les porteurs de ces maillots...

TOUT DEVIENT

VOILÀ un anniversaire qu'EDF, curieusement, n'a pas prévu de fêter : les 25 ans du « chantier exemplaire » du démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis, dans le Finistère. Le hic, c'est qu'il est loin d'être fini, qu'il a déjà coûté vingt fois plus que les 30 millions d'euros prévus au départ, et que si le démantèlement des 58 autres réacteurs atomiques français, autrement plus mahousses, est aussi catastrophique on a quelques décennies de rigolade devant nous.

En 1985, lorsque le réacteur de Brennilis est fermé, il n'a même pas fonctionné vingt ans. Mis en route en 1967 par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), c'est un petit prototype à uranium naturel-eau lourde-gaz, filière vite abandonnée car trop peu rentable (à peine 70 mégawatts d'électricité produite). Obsolète à peine né, voici qu'un nouveau rôle lui est assigné : être le modèle du démantèlement, un processus que personne ne maîtrise puisque cela n'a jamais été fait...

CEA et EDF démarrent dare-dare le chantier, et organisent même des visites guidées, au cours desquelles les techniciens de la centrale expliquent aux classes de collège le b.a.-ba du démantèlement. Phase 1 : on retire le combustible et on vidange le circuit de refroidissement (l'eau lourde). Phase 2 : on enlève toute la ferraille et les locaux périphériques autour du réacteur. Phase 3 : c'est au tour du cœur du réacteur d'être démantelé. Cette dernière opération est la plus dangereuse, car la radioactivité y est mortelle pendant des décennies.

Les associations locales d'écologistes observent sans rien dire. « Enlever la centrale, on n'était pas contre », raconte Roger Abiven, membre de l'une d'entre elles. « Mais concrètement, malgré les visites guidées, on n'avait aucune idée de ce qu'ils faisaient là-bas », précise Chantal Cuisnier, de l'association Réseau sortir du nucléaire Cornouaille.

Mais le chantier s'avère plus compliqué que prévu. Une fois le combustible retiré ainsi que l'eau lourde, les techniciens de Brennilis mettent un certain

temps pour les envoyer à Cadarache, leurs collègues, là-bas, renâclant à les récupérer. Plus grave, ils s'aperçoivent que la centrale fuit, laissant passer du tritium radioactif. Contraints de prendre des risques, les employés essaient de limiter la casse.

« Avec les années, le staff était de moins en moins nombreux, de moins en moins qualifié, et ça devenait de plus en plus dangereux », raconte le technicien Marzin.

«Un retour à l'herbe»

Que la première phase pa-tauge n'empêche pas EDF et CEA d'entamer la phase 2 dans les années 90, à savoir le démontage des parties censées être « propres » autour du réacteur. « Certains morceaux, comme les circuits électromécaniques estimés sains à l'époque ont été utilisés dans les lycées ; aujourd'hui, ils seraient classés comme dangereux », assure Michel Marzin.

En 1999, des employés sont contaminés au tritium. L'incident fuite dans la presse. Des médecins travaillant pour EDF s'empressent de rassurer la population : les employés, avancent-ils sans rire, ont été exposés à une dose qu'on pourrait comparer à celle d'un rayon cosmique reçu naturellement par le passager d'un avion faisant l'aller-retour entre Paris et San

Francisco. Même pas un coup de soleil, quoi !

Sur place, c'est moins l'ambiance plage. Tandis que les élus réclament à cor et à cri un « retour à l'herbe », permettant de raser la centrale et de banaliser au plus vite le site, qui se trouve au cœur du parc d'Armorique, les ingénieurs sont en pleine crise. « Le CEA disait que démanteler entièrement n'était pas possible, tandis qu'EDF de son côté assurait que ses gars réussiraient », raconte Michel Marzin. En 2000, l'Etat désigne EDF comme seul responsable de Brennilis, le CEA est relégué comme simple conseiller.

Alarmées par les rumeurs de contamination, les associations de protection de la nature commencent à vraiment s'inquiéter. Pour calmer les critiques, EDF crée un Observatoire du démantèlement, où les associations sont invitées à s'asseoir sur un strapontin et surtout à « se tenir tranquilles », se rappelle Roger Abiven.

C'est que l'électricien a un autre petit souci : aucun endroit n'existe pour accueillir les déchets à radioactivité longue tel le cobalt 60, élément qui se trouve justement dans le cœur du réacteur censé être démantelé d'urgence. En 2000, à force de lobbying intense, certains élus du coin mordus de nucléaire réussissent à faire figurer Huelgoat, patelin à un jet de pierre granitique de Brennilis, sur la liste des sites potentiels prévus



par le gouvernement pour accueillir ces déchets éternels. Devant les manifestations des riverains, Jospin écarte définitivement Huelgoat et repousse courageusement le choix du site après les élections.

Où mettre les déchets ?

Qu'importe, le chantier « exemplaire » doit continuer ! Et même s'accélérer. En février 2006, EDF obtient l'autorisation auprès des autorités de passer à la dernière phase du démantèlement, la plus dangereuse, qui touche au cœur du réacteur. Le Réseau sortir du nucléaire sollicite alors la Criirad, organisme indépendant, qui trouve du tritium en quantité mille fois supérieure à la normale (2 540 becquerels par litre) dans les mousses près de la centrale, ainsi que du cobalt 60. L'association dépose aussi une requête au Conseil d'Etat, afin de casser l'autorisation d'EDF. Et elle gagne. « Un simple problème de procédure », dit-on au service de presse d'EDF. A Brennilis, les élus, furieux, accusent les écologistes de casser les emplois, soit une petite centaine de postes, la plupart en intérim.

Mais pour EDF le pire est à venir : le 28 mars dernier, une enquête publique a rendu un avis défavorable sur le démar-

rage de la déconstruction du réacteur, pour cause de mise en danger de l'environnement et de la santé des travailleurs. Non seulement les deux premières phases de démantèlement ne sont pas terminées, écrivent les enquêteurs, mais aucun examen radiologique n'a été fait depuis le début, et EDF ne sait même pas où mettre ses déchets. Le site temporaire qu'il propose, celui du Bugey, n'est pas disponible avant 2014.

« La déconstruction d'une centrale est un processus long, constate avec une belle pertinence l'attachée de presse d'EDF. Mais nos plannings prévoient toujours un démantèlement terminé à l'horizon 2020. »

Sur la base d'un coût de 450 millions d'euros par centrale (hypothèse la plus « basse » selon la Cour des comptes), 30 milliards d'euros sont mis en réserve en France pour le démantèlement, dont 10 par EDF. L'électricien assure que ces fonds sont gelés, et n'avoir jamais pioché dedans, pas même pour financer sa nouvelle centrale EPR à Flamanville. Celle-ci a déjà coûté 5 milliards d'euros, et n'est pas plus terminée que le chantier de Brennilis. Neuf autres centrales, dont Superphénix, doivent être déconstruites par EDF d'ici à 2025. On n'a pas fini de rigoler !

Professeur Canardeau



VITRE DIT

Plein de malheureux zoiseaux s'écrasent contre les vitres des bâtiments modernes (« Le Monde », 22/7). Ces « tueurs invisibles » blessent « plus que les pires accidents de bateaux pétroliers », estime le président de l'Association pour la protection des animaux sauvages. L'oiseau voit bien, mais sa perception du relief est restreinte. La solution : « Des constructions réalisées avec le souci de la sauvegarde des oiseaux... »

Remplacer les cages à poules par des cages à moineaux ?

DRÔLE D'AIRE

A la sortie d'une aire de repos de Montélimar, les Autoroutes du sud de la France testent sur l'A7 un système de feux tricolores. Motif invoqué : « fluidifier le trafic » (« Le Parisien », 25/7).

Quelle imagination ! Après les autoroutes à feux rouges, les aires de repos à péage ?

POTES DE MOTO

Poutine tout feu tout flamme ! Comme le raconte « Libération » (26/7), le Premier ministre a, le week-end dernier, paradé en side-car à un rassemblement de Harley-Davidson en Ukraine pour vanter la moto, « symbole de liberté ». Lunettes de soleil et gants noirs, Poutine a lancé, samedi : « Je vous salue, frères » aux 7 000 bikers venus au festival de motards, près de Sébastopol (péninsule de Crimée). La moto est « le plus démocratique des moyens de transport », a-t-il ajouté.

Donc, il ne craint personne en Harley-Davidson !

MOSQUITO D'AMBIANCE

Une présentatrice taïwanaise de télé a été hospitalisée. Après la piqure d'un moustique, engouffré dans sa bouche, elle a manqué d'étouffer en plein journal (« Libération », 22/7). La chaîne de télévision a été contrainte de diffuser des spots publicitaires durant quatre minutes, le temps de trouver un remplaçant pour la suite des nouvelles.

A Taïwan, ce n'est plus info ou intox, c'est info ou fly-tox !

DRÔLES DE ZIGS

□ MARIE CHOQUET, directrice de recherche à l'Inserm, révélée au « Monde Magazine » (25/7)

FRANÇAIS,